

Délibération n° 2019-12-05/23

Objet : Règlement de formation du personnel communal et Compte Personnel de Formation (CPF)

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
SEANCE DU JEUDI 5 DÉCEMBRE 2019**

L'an deux mille dix-neuf, le jeudi 5 décembre, le Conseil municipal de la commune de Pérols (Hérault), régulièrement convoqué le vendredi 29 novembre 2019, s'est réuni à 19 h au lieu ordinaire des séances, salle Gilbert Marchal, sous la présidence de Monsieur le Maire, Jean-Pierre RICO.

Nombre de membres en exercice : 29

Secrétaire de séance : B. Conte Arranz

Présents : J.P Rico, Maire

M. Marcou - B. Conte Arranz – F. Bertouy - X. Mirault - C. Pistre - J.M. Malek - P. Nivesse - O. Boudet - C. Moreteau - B. Rodriguez - S. Riscal - M. Litton - F. Boyer - J.M Leïendeckers - R. Casas Mateu - C. Germain - A. Estève - C. Prost - B. Cosme - I. Gianiel

Absents ayant voté par procuration : J. Taverne excusée pouvoir à X. Mirault - M. Pellet excusé pouvoir à M. Marcou - G. Riguidel excusé pouvoir à B. Conte Arranz - A. Conesa excusé pouvoir à F. Boyer - B. Deltour excusé pouvoir à F. Bertouy - G. Della Ragione excusé pouvoir à J.P Rico

Absents excusés : A. Jamet – S. Waselynck

Le quorum étant atteint, l'assemblée peut délibérer.

Monsieur le Maire rapporte :

Vu la loi n°83-634 du 13/07/1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires,

Vu la loi n° 84-53 du 26/01/1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,

Vu la loi n° 84-594 du 12/07/1984 modifiée relative à la formation des agents de la fonction publique territoriale,

Vu le décret n° 85-552 du 22/05/1985 modifié relatif à l'attribution aux agents de la fonction publique territoriale du congé pour formation syndicale,

Vu le décret n° 85-603 du 10/06/1985 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail dans la fonction publique territoriale,

Vu le décret n° 2007-1845 du 26/12/2007 modifié relatif à la formation professionnelle tout au long de la vie des agents de la fonction publique territoriale,

Vu le décret n° 2008-512 du 29/05/2008 modifié relatif à la formation statutaire obligatoire des fonctionnaires territoriaux,

Vu le décret n° 2008-513 du 29/05/2008 modifiant les statuts particuliers de certains cadres d'emplois de la fonction publique territoriale,

Vu le décret n° 2008-830 du 22/08/2008 relatif au livret individuel de formation,

Vu le décret n° 2015-1385 du 29/10/2015 relatif à la durée de la formation d'intégration dans certains cadres d'emplois de la fonction publique territoriale,

Vu l'ordonnance n° 2017-53 du 19 janvier 2017 portant diverses dispositions relatives au compte personnel d'activité, à la formation et à la santé et la sécurité au travail dans la fonction publique,

Vu le décret n° 2017-928 du 6 mai 2017 relatif à la mise en œuvre du compte personnel d'activité dans la fonction publique et à la formation professionnelle tout au long de la vie,

Vu le décret n° 2019-172 du 5 mars 2019 permettant l'application du dispositif de préparation au reclassement,

Vu la loi n° 2019-828 du 6 août 2019 relative à la transformation de la fonction publique,

Considérant que le règlement de formation fixe les modalités de mise en œuvre de la formation des agents de la collectivité, dans les conditions prévues par le statut de la fonction publique territoriale,

Considérant que ce règlement a été adopté par le Comité Technique du 28 novembre 2019,

Il est proposé au Conseil municipal de bien vouloir autoriser monsieur le Maire à :

- Mettre en œuvre le règlement de formation et le Compte Personnel de Formation ;
- Signer toutes les pièces inhérentes aux formations ;
- Inscire, en complément d'une prévision budgétaire au titre de la formation professionnelle, une enveloppe de 10 000,00 € au titre du Compte Personnel de Formation annuellement.

Après en avoir délibéré, à l'issue d'un vote à main levée, le Conseil municipal adopte la présente délibération à l'unanimité.

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de sa notification et de sa réception par le représentant de l'Etat.

Fait à Pérols,
pour extrait conforme le 5 décembre 2019

Le Maire

Jean-Pierre RICO

